

Document:	<u>EB 2008/95/R.21/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>11 b) i)</u>
Date:	<u>17 décembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt supplémentaire à la République du Kenya pour le

Projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud

Conseil d'administration – Quatre-vingt-quinzième session
Rome, 15-17 décembre 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Robson Mutandi

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2260
courriel: r.mutandi@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du prêt	iv
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

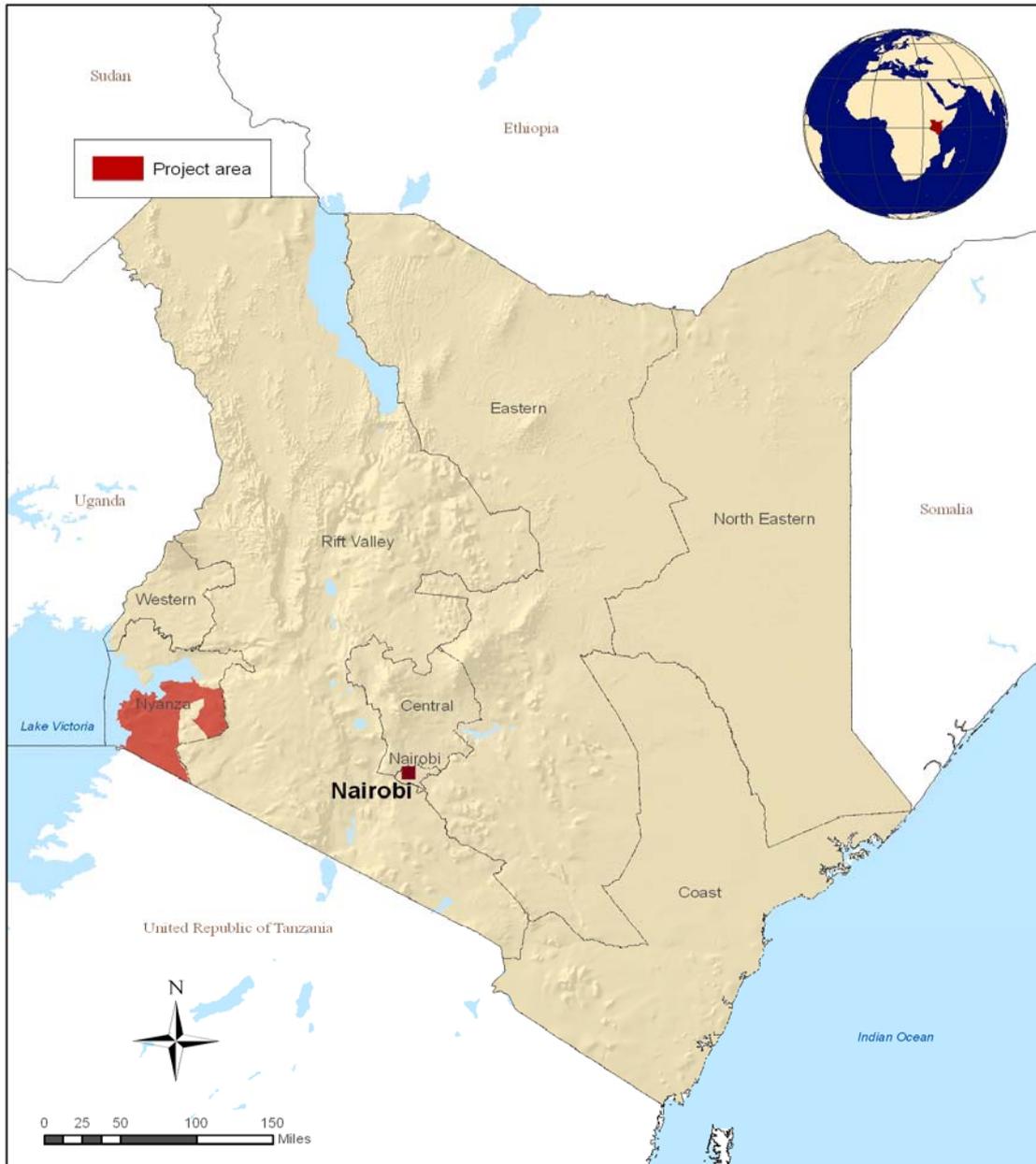
Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt supplémentaire à la République du Kenya pour le projet de développement communautaire du district de Nyanza Sud, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Carte de la zone du projet

Kenya

Southern Nyanza Community Development Project, Supplementary Funding



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Kenya

Prêt supplémentaire pour le projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud

Résumé du prêt

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Kenya
Organisme d'exécution:	Ministère de la planification, du développement national et de la Vision 2030
Coût total du projet:	23,8 millions d'USD
Montant du prêt supplémentaire du FIDA:	4,0 millions de DTS (équivalant à environ 5,9 millions d'USD), ressources supplémentaires disponibles du fait du relèvement des crédits alloués au titre du système d'allocation fondé sur la performance
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Contribution initiale du FIDA:	15,6 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	1,8 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,5 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe du FIDA

Proposition de prêt supplémentaire à la République du Kenya pour le projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le projet développera les capacités locales de gouvernance au niveau de la communauté et consolidera les liens avec les services techniques publics en vue d'améliorer le cadre économique et institutionnel des activités de développement visant à soutenir des moyens d'existence durables. L'objectif global du projet est de réduire la pauvreté et d'améliorer les moyens d'existence des communautés vivant dans la zone du projet.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Kenya un prêt supplémentaire d'un montant de 4,0 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,9 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Ce prêt, associé au reliquat du prêt approuvé en décembre 2003 (EB 2003/80/R.27/Rev.1), permettra de financer le projet.

Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Kenya au titre du SAFP est de 29,88 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009. Le prêt vise à utiliser les ressources supplémentaires disponibles au titre du cycle SAFP en cours, résultant de l'amélioration de la note de performance obtenue par le Kenya dans le secteur rural.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Les activités devant être financées par le prêt supplémentaire envisagé sont parfaitement conformes aux mécanismes de dépenses du Kenya.

Flux de fonds

5. Le FIDA ouvrira un compte de prêt au nom de l'emprunteur. Les fonds permettront de financer la part du FIDA des dépenses admissibles du projet. L'unité actuelle de gestion du projet assurera la gestion du compte.

Modalités de supervision

6. Le prêt sera géré et directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) les biens et services ainsi que l'assistance technique nationale et internationale de courte durée devant être financés par le prêt du FIDA seront fournis conformément aux procédures nationales et aux directives du FIDA pour la passation des marchés; ii) les comptes du projet seront vérifiés tous les ans, conformément aux principes et pratiques d'audit appropriés appliqués systématiquement par le Bureau national de vérification du Kenya; et iii) le bureau de pays au Kenya et l'équipe chargée de la gestion du programme de pays suivront et superviseront de près la gestion financière du projet, les dépenses, la reddition des comptes et l'audit.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. La zone du projet, située dans la région du Nyanza Sud et en bordure du lac Victoria, englobe six divisions prioritaires dans chacun des six districts les plus pauvres du pays – Homa Bay (Kobama), Kuria (Masaba), Migori (Karungu), Nyamira (Nyamusi), Rachuonyo (Karachuonyo Ouest) et Suba (Centre) – dont le potentiel agricole est relativement élevé. Les communautés vivant dans ces districts se caractérisent par le respect de traditions et de normes socioculturelles rigoureuses, des taux de pauvreté élevés, une infrastructure institutionnelle et politique peu développée et une prévalence du VIH/sida supérieure à la moyenne nationale. Environ 500 000 personnes devraient bénéficier des activités du projet.

Méthode de ciblage

10. Une méthode de ciblage fondée sur la vulnérabilité a été utilisée. Cette méthode repose sur une évaluation de la situation des divisions au sein des districts. Elle a été associée à une analyse de la distribution de la population afin d'identifier les zones dans lesquelles le projet pourrait avoir un impact important en atteignant un nombre absolu plus élevé d'habitants pauvres. C'est ainsi qu'on a identifié les divisions les plus nécessiteuses au niveau du district et, dans ces divisions, les habitants et ménages ayant le plus grand besoin d'une aide.

Participation

11. Dans le cadre de ce projet, les communautés expriment leurs besoins et leurs priorités par le biais d'un processus de planification communautaire des actions. Ce processus permet de s'assurer que les bénéficiaires sont pleinement associés à la planification, à l'exécution et au suivi des activités du projet ainsi qu'à l'étude d'impact. Les activités économiques concernent tout particulièrement les groupes d'auto-assistance. Pour lutter contre le VIH/sida, le projet favorise l'établissement de partenariats avec des sociétés privées, telles que Valid International (qui assure actuellement la distribution de nouveaux compléments nutritionnels pour les enfants et adultes touchés par l'infection à Homa Bay) de manière à créer des synergies et à renforcer les investissements dans ce domaine pour plus d'impact. Les synergies et les partenariats avec des organismes de développement œuvrant dans le cadre de divers projets (tels que l'Agence suédoise de coopération internationale au développement en ce qui concerne les routes rurales et la Banque africaine de développement dans le domaine du développement de l'irrigation) seront encouragés et consolidés durant la mise en œuvre du projet. Le secteur privé sera invité à concevoir des initiatives de commercialisation viables avec les agriculteurs dans la zone du projet et tout au long de la filière pour divers produits agricoles.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le projet vise à l'autonomisation des communautés rurales par: i) le renforcement des institutions locales et des activités de développement local à impulsion communautaire; ii) un meilleur accès aux soins de santé et à l'eau salubre, et une amélioration des pratiques d'assainissement de l'environnement et d'hygiène; iii) une meilleure productivité de la main-d'œuvre sur l'exploitation et une capacité de travail renforcée grâce à une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition; et iv) une prise de conscience plus aiguë par la communauté des comportements sociaux et de leurs conséquences.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le principal objectif du projet est de réduire la pauvreté et d'améliorer les moyens d'existence des communautés dans la zone du projet. Les mécanismes institutionnels établis par le projet seront utilisés pour lutter contre la pauvreté rurale. Les forums locaux sur les moyens d'existence, qui permettent de sensibiliser la communauté à une multitude de questions socioculturelles, et les groupes de soutien aux ménages vulnérables figurent au nombre des approches novatrices.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le but et les objectifs spécifiques du projet sont en adéquation avec le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, qui s'attache en priorité à donner les moyens aux ruraux pauvres d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire grâce, entre autres, à un plus large accès aux ressources naturelles productives et à des technologies agricoles améliorées. Le projet, qui est particulièrement axé sur les ruraux les plus déshérités, est cohérent avec la politique de ciblage du FIDA.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet est en adéquation avec la Stratégie de relance de l'agriculture (SRA) mise en œuvre par le Gouvernement kenyan. Ce document stratégique clé décrit comment la stratégie nationale élaborée en vue de lutter contre la pauvreté sera exécutée dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural. Le projet du FIDA contribue directement aux quatre piliers de la SRA. Il est également en phase avec la Stratégie d'assistance commune pour le Kenya et cohérent avec la Vision 2030 du Kenya. Le projet financé par le FIDA s'attaque en outre à l'un des grands problèmes du pays, à savoir la prévalence du VIH/sida, qui est l'un des principaux responsables de la pauvreté; environ 14% de la population sont contaminés dans la zone du projet.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Le groupe d'harmonisation, d'alignement et de coordination des donateurs a été créé en 2005 pour assurer le secrétariat du Groupe de coordination des donateurs et pour développer le processus d'harmonisation. Les organismes des Nations Unies intervenant au Kenya coordonnent leurs activités depuis 2004 sous l'égide du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, dont le FIDA est membre. Des groupes de donateurs ont été constitués par secteur pour consolider la coordination de leurs activités.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le projet comprend cinq composantes: agriculture, autonomisation des communautés, soins de santé primaires, distribution d'eau à usage domestique et gestion du projet.

Catégories de dépenses

18. Les catégories de dépenses sont au nombre de cinq: i) génie civil; ii) véhicules, équipements et matériels; iii) formation; iv) contrats en matière de développement des capacités; et v) frais de fonctionnement supplémentaires.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. L'organisme chef de file est le Ministère de la planification, du développement national et de la Vision 2030. Les principaux ministères suivants sont chargés de l'exécution des cinq composantes du projet: le Ministère de la planification, du développement national et de la Vision 2030; le Ministère du développement de l'élevage; le Ministère de l'eau et de l'irrigation; le Ministère de la parité, de l'enfance et du développement social; et le Ministère de l'agriculture ainsi que le secteur privé et les organisations non gouvernementales.

Responsabilités en matière d'exécution

20. Le Ministère de la planification, du développement national et de la Vision 2030, en qualité d'organisme chef de file, sera chargé de coordonner les activités sur le terrain et plus particulièrement, de diriger le processus de planification à l'échelle du district, puis d'en assurer le suivi et d'en rendre compte. La responsabilité de mise en œuvre de chaque composante incombera aux ministères pertinents.

Rôle de l'assistance technique

21. L'assistance technique sera utilisée afin de renforcer les institutions locales par le biais de compétences extérieures et de partenariats stratégiques sur le terrain.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

22. Le coût total du projet est de l'ordre de 23,8 millions d'USD. Il sera pris en charge par: i) un prêt supplémentaire du FIDA d'un montant d'environ 5,9 millions d'USD; ii) le prêt initial du FIDA d'un montant de 10,9 millions de DTS (approximativement 15,6 millions d'USD), une contribution de 1,8 million d'USD du gouvernement et une contribution des bénéficiaires de 0,5 million d'USD. Les décaissements du prêt du FIDA, après quatre ans d'exécution, s'élèvent, au total, à 5,5 millions de DTS (soit l'équivalent d'environ 8,3 millions d'USD), ce qui représente 50% du montant total du prêt attribué au projet.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

23. Les observations suivantes peuvent être faites à propos du projet: i) une augmentation des prix des denrées alimentaires dans la zone du projet a considérablement érodé le pouvoir d'achat des communautés; ii) en dépit de l'adoption généralisée de cultures de grande valeur, telles que l'ananas, les marchés sont situés à grande distance – l'ajout de valeur aux produits locaux dans la zone du projet est donc l'une des priorités; iii) la production horticole de grande valeur exige de renforcer les investissements dans la micro-irrigation, ce qui sera l'une des grandes priorités de ce prêt supplémentaire; iv) compte tenu du réchauffement et du changement climatique mondial, le projet s'attaquera au problème de la dégradation des terres dans le bassin versant du lac Victoria, qui risque de provoquer une grave catastrophe écologique; v) le projet agira directement sur les conséquences du VIH/sida dans les communautés; et vi) l'accès à l'eau est essentiel et joue un rôle décisif dans l'amélioration des moyens de subsistance des ruraux pauvres dans le district de Nyanza Sud. Les ressources supplémentaires allouées au projet consolideront les investissements réalisés en vue d'atteindre les groupes ciblés tout en assurant la pérennité des activités.

Viabilité économique et financière

24. Le FIDA et le Gouvernement kenyan ont récemment évalué sur le terrain les projets financés par le Fonds. Ces évaluations confirment que l'eau est indispensable au développement des communautés au Kenya. Les gains des agriculteurs ont considérablement augmenté grâce à la micro-irrigation (passant de moins de un USD à plus de 50 USD par jour). Le gouvernement a également demandé au FIDA de renforcer son rôle dans la mise en application de la politique nationale d'irrigation par le biais du programme d'options stratégiques pour le pays, ce qu'il fera à titre expérimental dans le cadre du projet.
25. Aucune nouvelle composante ne sera créée au titre du prêt supplémentaire. Le prêt proposé reconstituera les fonds affectés aux composantes et aux catégories de dépenses existantes (en particulier les composantes relatives à l'agriculture, à la santé et à l'eau à usage domestique).

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. La proposition visant à accorder un prêt supplémentaire découle des leçons tirées du projet lui-même et d'autres projets réalisés par le FIDA au Kenya. L'expérience acquise a été intégrée dans la stratégie préconisée, à savoir augmenter les investissements dans les activités ayant trait à l'eau et dans les institutions responsables des ressources hydriques afin de renforcer la durabilité et l'impact. Des enseignements seront systématiquement tirés du projet et les systèmes de suivi et d'évaluation seront consolidés pour garantir une exécution professionnelle et efficace.

Innovations en matière de développement

27. Le présent projet met en place une planification communautaire des actions au niveau local en tant que mécanisme permettant d'intégrer les investissements sociaux dans les activités d'autonomisation économique pour lutter contre la pauvreté. Il encouragera la création de partenariats avec le secteur privé afin de promouvoir des technologies appropriées, l'ajout de valeur et la commercialisation de produits agricoles de grande valeur. Des sociétés privées, telles que TetraPak, ont déjà manifesté un intérêt pour s'associer au projet dans la zone de Nyanza Sud. Dans le cadre du présent projet, des démarches ont été entreprises pour intégrer les activités visant à lutter contre la transmission du VIH/sida et à en atténuer l'impact ainsi que pour améliorer la nutrition des familles touchées à l'aide d'une technologie promue par Valid International.

Approche d'élargissement

28. Les technologies et les approches qui ont été expérimentées et qui ont donné de bons résultats seront transposées à plus grande échelle. Ces technologies et approches sont reproduites dans trois autres projets au Kenya. Les enseignements positifs en matière de gestion des ressources en eau à usage domestique et commercial et de production de cultures de grande valeur, tirés notamment du projet – aujourd'hui achevé – d'horticulture et de cultures vivrières traditionnelles dans la Province orientale, seront également appliqués à plus grande échelle au titre de cette proposition. L'expérience acquise dans le domaine du partenariat avec le secteur privé a également été prise en compte, en particulier dans les domaines ayant trait à l'ajout de valeur, à la commercialisation et au transfert de technologies.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Tous les risques identifiés au cours de la préévaluation ont été atténués ou éliminés. Le projet a réussi à obtenir des résultats assez positifs. Trois nouveaux risques pèsent sur le projet: i) l'instabilité politique et la violence; ii) la récession économique; et iii) les incidences du changement climatique. Le risque lié aux troubles politiques et à la violence sera atténué en intégrant les principes de gouvernance dans les programmes de développement des capacités à l'échelle de la communauté. Afin de faire face au risque de récession économique, le projet doit s'assurer que les activités sont réalisées dans une perspective de durabilité. La planification de systèmes agroforestiers et l'utilisation d'une méthode efficace de collecte de l'eau pour répondre aux besoins de l'agriculture et des ménages, à laquelle vient s'ajouter la récupération de l'eau pluviale sur les toits des écoles et des dispensaires, devraient permettre de s'adapter au changement climatique.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif sur l'environnement. Dans le cadre du prêt supplémentaire, des efforts importants seront déployés en vue d'aménager le bassin versant du lac Victoria pour assurer la mise en valeur durable des ressources hydriques.

K. Durabilité

31. La stratégie du projet en matière de durabilité consiste à investir dans les institutions et infrastructures qui permettront aux ruraux pauvres de participer efficacement à l'amélioration des moyens de subsistance et à l'utilisation des ressources. Afin de garantir une stratégie efficace de désengagement, les institutions doivent être renforcées à tous les niveaux (que ce soit à celui de la communauté, du district, de la province ou du pays). Les partenariats noués avec les ONG et les sociétés privées contribueront à garantir que la pérennité des activités du projet s'étend au-delà des institutions publiques.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de prêt entre la République du Kenya et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel un prêt supplémentaire sera consenti à l'emprunteur.
33. La République du Kenya est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
34. Je certifie que le prêt supplémentaire proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Kenya un prêt supplémentaire libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatre millions de droits de tirage spéciaux (4 000 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2048 ou avant cette date. Ce prêt supplémentaire sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Key reference documents

Country reference documents

Kenya Joint Assistance Strategy (KJAS)

Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) (2001-2004)

Economic Recovery Strategy for Wealth and Employment Creation (ERS, 2003-2007)

Vision 2030

Strategy for Revitalization of Agriculture (2004-2014)

National Policy for Sustainable Development

IFAD reference documents

Southern Nyanza Community Development Project (SNCDP) – Appraisal Report (April 2004)

IFAD SF 2007 – 2010

IFAD KM Strategy

IFAD Innovation Strategy

IFAD Anti-Corruption Policy

IFAD's Regional Strategy for Eastern and Southern Africa Division

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Various learning notes (targeting, water management)

Prerequisites of Gender Sensitive Design

Private-Sector Partnership and Development Strategy

Logical Framework (revised)

Objectives (Programme Narrative)	Indicators of Objectives	Means of Verification	Assumptions
Goal Contribute to reduced poverty and improved livelihoods of communities in the project area.	1. Percentage increase in people with sustainable access to an clean and improved source of water (from 20- 45%)	- Baseline, mid-term, and PCR	Government commitment to poverty reduction continues
Component 1. COMMUNITY EMPOWERMENT			
Component Objective (Outcome 1) Improved local governance and sustainable community-driven development processes.	1. Percentage increase in proportion of members/community adopting training methods (20-55%). 2. Number of projects started by the poor and vulnerable	- Baseline, survey	Government commitment to governance continues
Outputs 1.1 Increased use of CAPS for area planning 1.2 Increased use of CAPS to attract funding 1.3 Governance structures functioning	1. number of CAPS generated in project area 2. Number of community projects co-financed by other agencies 3. leadership structure show gender equity at community levels	- surveys - progress reports supervision reports	
Component 2. PRIMARY HEALTH CARE			
Component Objective (Outcome 2) Improved health status of the target group	1. Reduction in prevalence of child malnutrition (weight for age) (13-7%)	- Annual surveys - Data from existing health facilities,	No major epidemic /disease outbreak in the project area
Outputs 2.1/2 Improved community and primary health care services	1. Number of health facilities built/rehabilitated. 2. %increase of people accessing facility-based health care (20-50%)	Survey data and data from H.C.	
Component 3. DOMESTIC WATER SUPPLY			
Component objective (Outcome 3) Improved livelihoods resulting from increased use of safe domestic and irrigation water	1. reduction in incidence of water borne diseases 2. increased application of water harvesting techniques	- Supervision reports - Annual surveys	No severe droughts occur during the project life
Outputs 3.1 Improved access to safe domestic water 3.2 Increased application of irrigated water 3.3 Increased production of high value crops	1. Number of persons accessing clean water against baseline (0-50%) 2. Distance to safe water points reduced from over 3km to less than 500m) 3. increase in income from high value crops (0-40% farmers benefiting)	- Household surveys - Health centre and hospital reports	
COMPONENT 4. AGRICULTURE AND LIVESTOCK			
Component objective (Outcome 4) Improved food security and nutritional status	1. % increase in farm produce sold (increase in proportion of total production that is sold) (15-30%).	- Surveys, production records	Production costs remain affordable
Outputs 4.1 Improved farmer knowledge and skills 4.2 Improved capacity at farm level	1. Number of farmers reporting production/yield increases in livestock and crops (average of at least 20% increase productivity for cereals and minimum 10 litres per cow for dairy)	- Surveys, production records from Ministry of Agric and Livestock - Supervision reports	
COMPONENT 5. PROG. MANAGEMENT			
Component objective (Outcome 5) Efficient project management and coordination	1. PSR rating continue to rise and 70% of interventions/activities effectively implemented as planned in AWPB	- Supervision reports and ratings -	Staff of acceptable quality and quantity available
Outputs 5.1 The PCU established 5.2 M and E systems functioning efficiently 5.3 Project funds properly managed	1. Suitability qualified staff in place	- Supervision reports -	

